



Enfants et quartiers prioritaires. Quelle socialisation résidentielle ?

Nicolas Oppenchaim, Clément Rivière

► To cite this version:

Nicolas Oppenchaim, Clément Rivière. Enfants et quartiers prioritaires. Quelle socialisation résidentielle ?. Diversité : ville école intégration, 2018. hal-01901729

HAL Id: hal-01901729

<https://hal.science/hal-01901729>

Submitted on 3 Nov 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Enfants et quartiers prioritaires

Quelle socialisation résidentielle ?

En s'appuyant sur les nombreux travaux conduits en sociologie urbaine sur les adolescents et les jeunes des « quartiers prioritaires », cet article invite à étudier l'expérience résidentielle des enfants qui y grandissent et ses effets socialisateurs. Il dessine des pistes de recherche en vue d'interroger la façon dont ces espaces sont susceptibles de conduire à l'intériorisation de manières spécifiques d'agir, de percevoir et de penser. ■

En dehors des recherches sur l'éducation, les sociologues français ne se sont intéressés que relativement récemment à la question de l'enfance (Sirota, 2006), en étudiant notamment les cultures enfantines et les interactions entre enfants ¹, en particulier à l'école (Delalande, 2001). Centrés avant tout sur les pratiques, les rites et les croyances propres à la classe d'âge des enfants, ces travaux se sont dans l'ensemble montrés peu attentifs aux différenciations sociales et résidentielles qui traversent cette population. Dans le même temps, peu de recherches conduites en sociologie urbaine s'intéressaient de manière spécifique aux représentations, aux pratiques et aux sociabilités enfantines dans la ville, et à la façon dont celles-ci sont en partie façonnées par le quartier de résidence (voir en particulier Casabianca, 1959 ; Chombart de Lauwe, 1977).

Depuis plusieurs années toutefois, un certain nombre de travaux (Authier, Lehman-Frisch, 2012 ; Rivière, 2014) et de numéros thématiques de revues (*Métropolitiques*, 2015 ; *Annales de la recherche urbaine*, 2016) ont contribué à l'émergence de l'enfance et des enfants parmi les objets de recherche de la sociologie urbaine française, dans un contexte plus général d'attention accrue des sociologues pour la pluralité (et le caractère inégalitaire) des expériences des enfants, selon les contextes socio-spatiaux au sein desquels ils grandissent (Court, 2017). Dans la lignée de ces travaux récents portant sur les socialisations enfantines, cet article invite à étudier les effets socialisateurs de l'espace résidentiel sur les enfants qui grandissent dans les quartiers dits « prioritaires » de la politique de la ville ², en particulier l'intériorisation de schèmes d'action, de perception et d'évaluation. Dans cette perspective, il s'agit à la fois de « traiter le processus de socialisation dans son rapport à l'espace » (Authier, 2012) et de prendre au sérieux le rôle joué par le contexte de résidence dans le processus de « différenciation sociale des enfants et des enfances » (Lignier et al., 2012). Après avoir montré que l'influence du contexte résidentiel sur l'expérience des adolescents des quartiers

1 Si la délimitation de la période de l'enfance est le résultat d'un ensemble de processus sociaux et historiques (Ariès, 1960), et que les seuils entre les âges de la vie sont de plus en plus poreux, nous considérons dans cet article que l'enfance correspond *grosso modo* à la période de scolarisation à l'école primaire (soit, en théorie, de 6 à 11 ans).

2 Ces quartiers sont envisagés comme un ensemble dans cet article car ils font l'objet d'une intervention publique liée à certaines de leurs caractéristiques. Ils n'en sont pas moins susceptibles de présenter des traits distinctifs entre eux, par exemple du point de vue de leurs morphologies, de leurs situations géographiques ou encore de leurs populations.

prioritaires est bien documentée par la recherche urbaine, nous présenterons des pistes de recherche permettant de mieux appréhender les effets de la socialisation résidentielle des enfants qui y grandissent, dans différents domaines de leur expérience quotidienne.

DES ÉTUDES CENTRÉES SUR LES ADOLESCENTS

Les sociologues de l'urbain ont conduit un grand nombre de travaux sur les adolescents et les jeunes adultes des quartiers prioritaires, tandis que les dimensions spatiales du mode de vie des enfants de ces quartiers demeurent un point relativement aveugle de la recherche urbaine³. De manière symptomatique, on ne relève ainsi aucune occurrence des mots « enfance » ou « enfant(s) » dans la table des matières de ce qui constitue sans doute l'ouvrage de référence sur la jeunesse de ces quartiers (Lepoutre, 1997).

Deux hypothèses expliquent cette focalisation sur les adolescents et jeunes adultes des quartiers prioritaires, en particulier sur les garçons. Tout d'abord, comme le soulignaient déjà Jean-Claude Chamboredon et Madeleine Lemaire il y a près d'un demi-siècle, les adolescents de classes populaires polarisent l'attention portée aux jeunes en général, d'une part parce qu'ils échappent en partie à la socialisation exclusive par la famille et l'école et, d'autre part, parce qu'ils sont très fortement visibles dans les espaces publics des quartiers (Chamboredon, Lemaire, 1970) : cet article – le plus cité de la sociologie urbaine française – décrit finement la façon dont les conflits d'usages dans les grands ensembles nouvellement construits tendaient à se cristalliser autour de la présence des adolescents dans l'espace public et, par-là, autour de pratiques

éducatives spécifiques aux différentes classes sociales⁴. Par ailleurs, la focalisation de la recherche urbaine sur les adolescents des quartiers prioritaires est également la conséquence de la construction en problème public de cette jeunesse, dans un contexte de « spatialisation des problèmes sociaux » (Tissot, Poupeau, 2005) : dans les discours publics, le substantif « jeunes » renvoie souvent aux garçons (Coutras, 2002) et, de manière implicite, à des comportements violents et délinquants regroupés sous l'expression de « violences urbaines ». Il associe alors au désordre une classe d'âge (la jeunesse), un sexe (masculin), un contexte résidentiel (les quartiers prioritaires) et une origine étrangère (Beaud, Pialoux, 2003). De nombreuses recherches de terrain ont ainsi été menées dans les quartiers prioritaires, en réponse à des préoccupations institutionnelles – et donc à des financements – relatives à l'ordre public (délinquance, émeutes, rapport aux institutions, etc.) et à l'insertion professionnelle des jeunes (scolarité, formation, etc.).

De manière synthétique, ces travaux mettent en lumière différentes dimensions de la socialisation résidentielle des adolescents, en montrant notamment comment le contexte du quartier influence le rapport qu'entretiennent les jeunes aux institutions, en particulier à l'école et à la police, ainsi que leurs différentes manières d'habiter.

Un rapport spécifique aux institutions ?

De nombreuses recherches montrent ainsi comment le contexte résidentiel spécifique aux quartiers prioritaires influence l'expérience scolaire des adolescents, au-delà de leurs propriétés individuelles. La ségrégation résidentielle dans ces quartiers a pour conséquence logique une ségrégation dans les établissements scolaires qu'ils fréquentent : être scolarisé dans un collège ségrégué entraîne alors, indépendamment des caractéristiques individuelles des élèves, un échec scolaire plus fréquent (Felouzis, Perroton, 2009). La concentration d'élèves connaissant des difficultés économiques, sociales et scolaires compliquerait la tâche des enseignants pour mettre en œuvre des dynamiques

3 De même, d'ailleurs, que celles des jeunes des classes moyennes et supérieures.

4 Des travaux récents montrent que des dynamiques similaires sont aujourd'hui observables dans les quartiers pavillonnaires périurbains (Lambert, 2015), qui partagent de nombreux traits avec les grands ensembles des années 1960, notamment du point de vue de la composition de leurs populations et des trajectoires résidentielles qui s'y croisent (Cartier et al., 2008).

d'apprentissage (Duru-Bellat, 2002) et entraînerait des effets de pairs propices à la diffusion de comportements anti-scolaires (Lepoutre, 1997 ; Felouzis, Perrotton, 2009). La ségrégation dans les établissements scolaires des quartiers prioritaires n'est par ailleurs pas seulement sociale mais également ethn raciale, notamment dans certaines sections et filières, conduisant un certain nombre d'adolescents à interpréter leurs difficultés scolaires comme le résultat d'un racisme de l'institution (Payet, 1995) et à considérer les normes scolaires comme étant celles de personnes blanches, appartenant aux classes moyennes et extérieures au quartier (Lapeyronnie, 2008). Dans ce cadre, l'échec scolaire peut constituer une conduite rationnelle dans la mesure où il permet le maintien de la participation au groupe de pairs. Ainsi, au-delà des effets de la ségrégation scolaire, les travaux de Sylvain Beaud (2002) montrent comment la forte interconnaissance des adolescents qui règne dans les quartiers prioritaires, si elle peut constituer une ressource, entraîne également des difficultés pour certains jeunes à être de « bons lycéens », en raison de la fréquentation d'autres jeunes déscolarisés ou en conflit avec l'institution scolaire et de la volonté de ne pas trop s'éloigner d'eux.

Le contexte spécifique des quartiers prioritaires n'est pas non plus sans influence sur le rapport entretenu par les adolescents et les jeunes adultes à l'institution policière. De nombreuses recherches ont ainsi documenté le caractère routinier et arbitraire des contrôles d'identité dans ces quartiers, les sentiments d'humiliation, d'injustice et d'insécurité qu'ils créent, favorisant à terme les explosions de violence (Marlière, 2007 ; Lapeyronnie, 2008 ; Fassin, 2011). Par ailleurs, le stigmat territorial associé à ces quartiers, combiné à de fortes difficultés économiques et familiales, conduit une partie des jeunes garçons à accumuler du « capital guerrier » par l'entremise de bagarres avec des jeunes du quartier ou

d'ailleurs (Sauvadet, 2006). Plus largement, une partie des adolescents se sentent gardiens de la réputation de leur quartier (Mohammed, 2011) : cette dernière nourrit celle des adolescents, et réciproquement, notamment dans les établissements scolaires et les autres lieux de cohabitation juvénile. Les attaques, qu'elles soient verbales contre le quartier, ou physiques contre des habitants, et encore plus les intrusions territoriales, sont vécues comme autant de transgressions insupportables. L'honneur du quartier et celui des adolescents se nourrissant mutuellement, ces derniers ont intériorisé la nécessité de s'engager dans les rixes entre quartiers afin d'entretenir le prestige collectif et accéder ainsi à un sentiment rassurant de réussite personnelle et d'estime de soi (Mohammed, 2011).

Des manières d'habiter variées

De nombreuses recherches montrent que le contexte urbain spécifique des quartiers prioritaires influence également les manières d'habiter des adolescents, à la fois dans leur quartier et en dehors. La forte densité d'adolescents, combinée à l'exiguïté de nombreux logements, produit une « sociabilité d'espace public » décrite avec finesse par Daniel Lepoutre (1997), qui se caractérise par des manières spécifiques de se parler, d'échanger des plaisanteries ou encore de s'affronter, mais également par l'omniprésence des « embrouilles » (Kokoreff, Lapeyronnie, 2013). Cette sociabilité se caractérise par un fort niveau d'interconnaissance entre jeunes, qui a conduit plusieurs auteurs à recourir à la métaphore villageoise pour décrire la régulation collective des modes d'occupation des espaces publics (Lepoutre, 1997), faisant du quartier un espace sous contrôle, notamment celui des garçons qui stationnent dans l'espace public (Clair, 2008).

La présence des filles dans l'espace public de résidence est alors perçue comme une atteinte à « l'ordre du genre », c'est-à-dire à l'injonction de se conformer à l'image d'une fille ne pouvant devenir un être pleinement sexualisé qu'après le mariage, et devant donc faire preuve de réserve dans son comportement. Les filles doivent avoir une « bonne raison » pour se déplacer dans le quartier, elles ne doivent pas y stationner ou être seules au milieu de garçons. En contrevenant à ces règles d'occupation de l'espace public, elles sont menacées d'avoir mauvaise réputation (Clair, 2008). Si la moindre visibilité des filles n'est pas spécifique aux quartiers prioritaires (Devaux, Oppenchain, 2017),

cette occupation différenciée de l'espace public de résidence est renforcée à la fois par des financements publics principalement orientés vers les activités prisées par les garçons, par des stéréotypes de genre qui conduisent les acteurs des politiques de jeunesse à juger naturelle la moindre présence des filles dans les associations (Guérandel, 2016) et par le manque de formation des professionnels de terrain pour intervenir sur les rapports sociaux de sexe (Danic, 2016).

Des chercheurs ont également montré comment les expériences de mobilité en ville des adolescents des quartiers prioritaires sont en partie déterminées par la ségrégation et le stigmate résidentiel associé à ces quartiers (Lapeyronnie, 2008). Les garçons font notamment face à des contrôles de police (Jobard, Lévy, 2009) ou à des situations de discrimination dans leurs interactions avec les veilleurs d'espace (Andréo, 2007) ou les autres citoyens (Lapeyronnie, 2008 ; Oppenchain, 2016), qui redoublent celles vécues dans l'espace résidentiel. D'autres travaux ont au contraire insisté sur le rôle de ces pratiques de mobilité qui permettent d'accéder à un anonymat urbain contrastant avec l'interconnaissance du quartier (Buffet, 2006), en particulier dans les centralités commerciales qui sont des lieux privilégiés pour les rencontres, la drague et le divertissement entre adolescents (Hass, Hérard, 2008). Toutes ces recherches montrent l'importance des pratiques de mobilité dans les processus de socialisation des jeunes des quartiers prioritaires, le lien entre ces pratiques et l'ancrage dans le quartier de résidence, mais aussi la diversité des manières d'habiter des adolescents (Oppenchain, 2016). Cette diversité se construit dès l'enfance, en fonction notamment des diverses expériences scolaires et résidentielles des enfants, pourtant peu prises en considération par les sociologues de l'urbain.

QUARTIER ET SOCIALISATIONS ENFANTINES

Face à ces nombreux résultats de recherche décrivant les expériences adolescentes, le nombre limité de travaux conduits par les sociologues urbains français sur les enfants des quartiers prioritaires invite à proposer des pistes permettant de mieux saisir le rôle que joue le contexte de résidence dans leurs processus de socialisation. Pour le dire autrement, il s'agit d'appréhender ces quartiers comme autant de « contextes de socialisation » pour les enfants qui y grandissent.

Dans cette perspective, il convient d'abord d'éviter l'écueil qui consiste à postuler l'uniformité de l'action éducative qui y serait mise en œuvre par les parents. À l'image de ce qui a pu être observé dans des contextes urbains plus hétérogènes du point de vue de la composition de leurs populations (Authier, Lehman-Frisch, 2012 ; Rivière, 2017a), plusieurs travaux portant sur différentes dimensions du « travail parental » (Déchaux, 2009) décrivent l'existence de styles d'encadrement différenciés selon les trajectoires et les ressources dont disposent les familles des quartiers prioritaires, tant du point de vue des choix scolaires effectués que de celui de la régulation de la présence des enfants dans les espaces publics (Van Zanten, 2001 ; Lapeyronnie, 2008 ; Gilbert, 2014). Contrairement à ce qu'affirment certains discours politiques et institutionnels, les parents de ces quartiers ne sont pas « démissionnaires » : certains essaient ainsi de prévenir les comportements déviants, notamment par le biais de pratiques d'achat qui visent à limiter la frustration et le sentiment d'injustice des enfants au regard des standards de consommation dominants, ou font le choix de financer des activités extrascolaires ouvrant les enfants à la vie extérieure au quartier (Delcroix, 1999). D'autres exercent un fort contrôle des sociabilités enfantines, en vue par exemple de limiter l'intériorisation de dispositions langagières jugées peu favorables à la réussite scolaire, ou font le choix de scolariser leurs enfants dans un établissement situé en dehors de l'espace local (Gilbert, 2014).

Une première piste de recherche permettant de mieux comprendre la socialisation résidentielle des enfants des quartiers prioritaires consiste d'ailleurs à poursuivre l'étude des effets différenciés qu'exercent les pratiques de scolarisation sur la construction du rapport qu'ils entretiennent avec leur quartier de résidence, sur les modalités de construction de leurs réseaux de

sociabilité et sur leur acquisition de compétences de mobilité. Pour les enfants – mais aussi, dans une certaine mesure, pour leurs parents –, les choix scolaires semblent en effet constituer l'un des principes majeurs de variation des processus de socialisation résidentielle (Rivière, 2017b). Dans une perspective proche, il conviendrait également de mieux décrire et prendre en compte les effets de la sortie plus ou moins fréquente et banalisée de l'espace de résidence, dans le cadre de périodes de vacances, passées par exemple dans le pays d'origine d'un parent (Bidet, 2014).

La différenciation des expériences enfantines ne peut par ailleurs être comprise qu'en interrogeant de manière systématique la dialectique entre les usages respectivement faits des espaces publics et du logement, dont les caractéristiques (exiguïté, insalubrité, nombre de personnes composant le ménage) peuvent pousser les enfants, en particulier les garçons, à passer un temps important en dehors du domicile (Lapeyronnie, 2008 ; Rivière, 2017a). Si, avec la montée en âge, les espaces publics des quartiers prioritaires tendent à devenir des lieux d'homosociabilité masculine, c'est en effet en partie car les modalités d'investissement des espaces domestiques sont fortement sexuées dès l'enfance (Faure, 2006).

De la même manière, dans le sillage d'un ouvrage récent qui montre que les jugements enfantins s'appuient en partie sur les jugements scolaires (Lignier, Pagis, 2017), la forte ségrégation ethnique de nombreux établissements scolaires (voir notamment Felouzis et al., 2005) invite à interroger les éventuelles spécificités des « manières enfantines d'ordonner le monde social » dans les quartiers prioritaires. Alors que cet ouvrage ne prend en compte les effets du contexte de résidence que de manière marginale, une piste de recherche prometteuse serait d'y « recueillir le point de vue des enfants sur l'ordre social » (Lignier, Pagis, 2017) et urbain, en tâchant d'inscrire ces points de vue dans leur contexte résidentiel

de construction et d'expression, et notamment en étudiant les modalités de construction du rapport à l'État et aux institutions qui le représentent dans l'espace local, en particulier la police et l'école. Il serait également intéressant d'interroger les modalités de la socialisation des enfants à la violence dans le cadre de leur fréquentation ordinaire du quartier, dans un contexte toutefois moins dramatique que celui des quartiers pauvres de la périphérie de Buenos Aires étudiés par Javier Auyero et Fernanda Berti à l'aide d'ateliers collectifs de dessin et de photographie (Auyero, Berti, 2015).

SÉGRÉGATION, SOCIALISATION ET INÉGALITÉS

Les modalités et les effets de la socialisation résidentielle demeurent en grande partie inexplorés par les chercheurs en sciences sociales, et ce n'est qu'à travers la comparaison systématique de différents contextes urbains qu'il sera possible de mettre en lumière avec précision les spécificités éventuelles des « quartiers prioritaires », du point de vue de la socialisation résidentielle des enfants. Il n'en demeure pas moins que la disproportion du nombre de travaux portant respectivement sur les adolescents et les enfants qui y grandissent exige que davantage d'attention soit accordée par les sociologues urbains aux enfants des quartiers prioritaires, et à la façon dont ceux-ci intériorisent des manières d'agir, de penser et de percevoir, en lien avec leur expérience résidentielle. Du fait de la « transmission d'avantages différenciés aux enfants » selon les contextes de socialisation (Lareau, 2003), l'enfance s'érige en effet comme un âge de la vie incontournable pour l'étude fine des inégalités urbaines et de leurs effets.

NICOLAS OPPENCHAIM

maître de conférences en sociologie, université de Tours,
chercheur au laboratoire CITERES (UMR 7324)

CLÉMENT RIVIÈRE

maître de conférences en sociologie, université de Lille,
chercheur au CeRIES, corédacteur en chef
de la revue en ligne *Métropolitiques*
[<http://www.metropolitiques.eu>]

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Andréo C. (2007), « Surveillance et contrôle des jeunes des quartiers populaires sur une plage marseillaise à la fin des années 1990 », *Genèses*, n° 67, p. 89-108.

Annales de la recherche urbaine (2016), n° 111 : « La ville des enfants et des adolescents ».

Ariès P. (1960), *L'Enfant et la vie familiale sous l'Ancien Régime*, Paris, Seuil (dern. éd. Points, 2014).

Authier J.-Y. (2012), *Espace et socialisation. Regards sociologiques sur les dimensions spatiales de la vie sociale*, Éditions universitaires européennes, Sarrebruck.

Authier J.-Y., Lehman-Frisch S. (2012), « Il était une fois des enfants dans des quartiers gentrifiés à Paris et à San Francisco », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 195, p. 58-73.

Auyero J., Berti M.F. (2015), *In Harm's Way. The Dynamics of Urban Violence*, Princeton University Press, Princeton (NJ).

Beaud S. (2002), *80 % au bac et après ? Les enfants de la démocratisation scolaire*, Paris, La Découverte (2^e éd. 2003).

Beaud S., Pialoux M. (2003), *Violences urbaines, violence sociale. Genèse des nouvelles classes dangereuses*, Paris, Fayard (éd. Pluriel 2013).

Bidet J. (2014), « Vacances au bled et rapports aux origines : l'espace comme support concret des identités », in Authier J.-Y., Bourdin A., Lefeuvre M.-P., *La Jeune Sociologie urbaine francophone. Retour sur la tradition et exploration de nouveaux champs*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, p. 33-49.

Buffet L. (2006), « De l'appropriation du quartier à la découverte de la grande ville. L'influence des bornes de la ville sur les usages spatiaux », in Bonnet M., Aubertel P. (dir.), *La Ville aux limites de la mobilité*, Paris, PUF, p. 143-152.

Cartier M., Coutant I., Masclet O., Siblot Y. (2008), *La France des « petits-moyens »*. Enquête sur la banlieue pavillonnaire, Paris, La Découverte.

Casabianca (de) R.-M. (1959), *Enfants sans air. Étude sociologique des enfants d'un quartier urbain*, Paris, Fleurus.

Chamboredon J.-C., Lemaire M. (1970), « Proximité spatiale et distance sociale. Les grands ensembles et leur peuplement », *Revue française de sociologie*, vol. 11, n° 1, p. 3-33.

Chombart de Lauwe M.-J. (1977), *Dans la ville, des enfants*, Paris, Autrement.

Clair I. (2008), *Les Jeunes et l'amour dans les cités*, Malakoff, Armand Colin.

Court M. (2017), *Sociologie des enfants*, Paris, La Découverte.

Coutras J. (2002), « Violences urbaines et restauration de l'identité spatiale masculine », *Espace, Populations, Sociétés*, vol. 20, n° 3, p. 295-307.

Danic I. (2016), « Les places des adolescent.e.s en zone urbaine sensible, entre attribution, appropriation et retrait », *Les Annales de la recherche urbaine*, n° 111, p. 78-89.

Déchaux J.-H. (2009), « Travail parental et parenté : parlons-nous de la même chose ? », *Informations sociales*, n° 154, p. 14-20.

Delalande J. (2001), *La Cour de récréation. Pour une anthropologie de l'enfance*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.

Delcroix C. (1999), « Les parents des cités : la prévention familiale des risques encourus par les enfants », *Les Annales de la recherche urbaine*, n° 83-84, p. 97-107.

Devaux J., Oppenchain N. (2017), « La socialisation à la mobilité n'est-elle qu'une question de genre ? L'exemple des adolescents de catégories populaires du rural et de zones urbaines sensibles », *Les Annales de la recherche urbaine*, n° 112, p. 48-59.

Duru-Bellat M. (2002), *Les Inégalités sociales à l'école. Genèse et mythes*, Paris, PUF.

Fassin D. (2011), *La Force de l'ordre. Une anthropologie de la police des quartiers*, Paris, Seuil.

Faure S. (2006), « HLM : côté filles, côté garçons », *Agora débats/jeunesses*, n° 41, p. 94-108.

Felouzis G., Liot F., Perroton J. (2005), *L'Apartheid scolaire. Enquête sur la ségrégation ethnique dans les collèges*, Paris, Seuil.

Felouzis G., Perroton J. (2009), « Grandir entre pairs à l'école. Ségrégation ethnique et reproduction sociale dans le système éducatif français », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 180, p. 92-100.

Gilbert P. (2014), *Les classes populaires à l'épreuve de la rénovation urbaine. Transformations spatiales et changement social dans une cité HLM*, thèse de doctorat en sociologie, Université Lumière-Lyon 2.

Guérandel C. (2016), *Le Sport fait mâle. La fabrique des filles et des garçons dans les cités*, Saint-Martin-d'Hyères, Presses universitaires de Grenoble.

Jobard F., Lévy R. (2009), « Les contrôles au faciès à Paris », *Plein droit*, vol. 82, n° 3, p. 11-14.

Hass C., Hérard M. (2008), « Les Halles, lieu d'une seule jeunesse. Un monde commun de styles différenciés », *Les Annales de la recherche urbaine*, n° 105, p. 47-54.

Kokoreff M., Lapeyronnie D. (2013), *Refaire la cité. L'avenir des banlieues*, Paris, Seuil.

Lambert A. (2015), « Tous propriétaires ! » *L'envers du décor pavillonnaire*, Paris, Seuil.

Lapeyronnie D. (2008), *Ghetto urbain. Ségrégation, violence, pauvreté en France aujourd'hui*, Paris, Robert Laffont.

Lareau A. (2003), *Unequal Childhoods. Class, Race, and Family Life*, Berkeley et Los Angeles, University of California Press.

Lepoutre D. (1997), *Cœur de banlieue. Codes, rites et langages*, Paris, Odile Jacob.

Lignier W., Lomba C., Renahy N. (2012), « La différenciation sociale des enfants », *Politix*, n° 99, p. 9-21.

Lignier W., Pagis J. (2017), *L'Enfance de l'ordre. Comment les enfants perçoivent le monde social*, Seuil, Paris.

Marlière É. (2007), « Les “jeunes de cité” et la police : de la tension à l'émeute », *Empan*, n° 67, p. 26-29.

Metropolitiques (2015), dossier « Les enfants dans la ville » (mis en ligne le 08/04/2015). <http://www.metropolitiques.eu/Les-enfants-dans-la-ville.html>

Mohammed M. (2011), *La Formation des bandes. Entre la famille, l'école et la rue*, Paris, PUF.

Oppenchaim N. (2016), *Adolescents de cité. L'épreuve de la mobilité*, Tours, Presses universitaires François-Rabelais.

Payet J.-P. (1995), *Collèges de banlieue. Ethnographie d'un monde scolaire*, Malakoff, Armand Colin.

Rivière C. (2014), *Ce que tous les parents disent ? Approche compréhensive de l'encadrement parental des pratiques urbaines des enfants en contexte de mixité sociale (Paris-Milan)*, thèse de doctorat en sociologie, Institut d'études politiques de Paris et Università degli studi di Milano-Bicocca.

Rivière C. (2017a), « La fabrique des dispositions urbaines. Propriétés sociales des parents et socialisation urbaine des enfants », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 216-217, p. 64-79.

Rivière C. (2017b), « À l'école de la ville. Scolarité et socialisation urbaine des enfants : regards de parents », *Agora Débats/Jeunesses*, n° 76, p. 39- 52.

Sauvadet T. (2006), *Le Capital guerrier. Concurrency et solidarité entre jeunes des cités*, Malakoff, Armand Colin.

Sirota R. (dir.), (2006), *Éléments pour une sociologie de l'enfance*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.

Tissot S., Poupeau F. (2005), « La spatialisation des problèmes sociaux », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 159, p. 4-9.

Zanten (van) A. (2001), *L'École de la périphérie. Scolarité et ségrégation en banlieue*, Paris, PUF (2^e éd. 2012).